

Coronavirus : en pleine épidémie, la confiance envers Macron et Philippe s'érode

En temps de guerre, le moral des populations civiles compte autant, si ce n'est plus, que celui des troupes envoyées au front. Mais il ne suffit pas de répéter « *Courage, on les aura !* », comme le général Pétain à Verdun, pour le maintenir au beau fixe. « *On les aura, mais quand ?* », lui répondaient les Français restés à l'arrière.

Emmanuel Macron sait que le soutien ou non de l'opinion publique va s'avérer crucial dans sa « *guerre* » contre l'épidémie due au coronavirus. « *Nous nous installons dans une crise qui va durer, il va falloir tenir* », a reconnu, vendredi 27 mars, le premier ministre, Edouard Philippe, qui a annoncé la prolongation du confinement jusqu'au 15 avril « *au moins* ».

Comment, dès lors, faire accepter aux Français de rester chez eux pendant encore plusieurs semaines ? « *C'est la vraie question*, souligne un conseiller de l'exécutif. *On ne le voit pas encore, mais certains de nos concitoyens sont au bord de la rupture psychologique, ou dans des situations matérielles extrêmement difficiles.* »

« *L'exécutif doit garder le lien de confiance le plus haut possible avec la population pour que celle-ci respecte les consignes de confinement, au prix d'une restriction des libertés* », abonde Guillaume Chiche, député (La République en marche, LRM) des Deux-Sèvres.

« Erreur de communication »

Or, force est de constater qu'une rupture s'est opérée depuis quelques jours. D'abord soutenu à un haut niveau par les Français, le gouvernement voit aujourd'hui sa cote de confiance s'éroder. Selon une enquête Ipsos-Sopra Steria pour le Cevipof, que *Le Monde* a pu consulter en exclusivité, l'exécutif a perdu 10 points pour ce qui est de la perception de sa gestion de la crise sanitaire : 56 % des personnes interrogées s'en disent insatisfaites, contre 46% une semaine plus tôt.

Les mesures mises en place pour lutter contre l'épidémie sont jugées insuffisantes par 59 % des sondés, contre 43 % une semaine plus tôt.

De même, les mesures mises en place pour lutter contre l'épidémie sont jugées insuffisantes par 59 % des sondés, contre 43 % dans la précédente enquête réalisée par l'institut. « *Les niveaux d'inquiétude sont extraordinairement élevés. C'est la clé de tout*, note Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos. *Cela engendre des demandes d'accroissement des mesures qui sont prises, les Français trouvent que le gouvernement n'en fait pas assez. Soixante-dix-neuf pour cent d'entre eux disent que l'exécutif a trop tardé à prendre des mesures.* »

Le manque de masques et de tests de dépistage du SARS-CoV-2 figure au premier plan des griefs. « *Le gouvernement a commis une erreur de communication en ne reconnaissant pas clairement qu'il y avait un manque de masques*, estime un élu macroniste. *Il aurait mieux fallu assumer de dire aux policiers qu'on n'en avait pas pour eux car on voulait les donner en priorité aux soignants. Répéter que les masques ne servaient à rien, alors que ce n'est pas vrai, entache la crédibilité de la parole publique.* »

Les difficultés à mettre en œuvre certaines mesures d'urgence économiques, comme le chômage partiel, pèsent aussi dans la balance. *« A situation exceptionnelle, inquiétude exceptionnelle, et résolument humaine, convient Olivia Grégoire, députée (LRM) de Paris. Je comprends qu'il y ait une chute relative dans l'opinion, car il faut le temps que les mesures deviennent opérantes, mais le gouvernement se caractérise par beaucoup d'agilité, il est prêt et ouvert à améliorer les dispositifs si besoin. »*

Coups de boutoir de l'opposition

Selon certains macronistes, cette mauvaise séquence serait aussi due aux coups de boutoir de l'opposition, qui ne s'est pas rangée, pour partie, à l'union nationale souhaitée par le pouvoir. *« Je vois dans notre pays les facteurs de division, les doutes, toutes celles et ceux qui voudraient aujourd'hui fracturer le pays, alors que nous ne devons avoir qu'une obsession : être unis pour combattre le virus »,* a martelé le chef de l'Etat lors d'un déplacement à Mulhouse (Haut-Rhin) mercredi.

Le délégué général de LRM, Stanislas Guerini, enfonce le clou en dénonçant *« l'irresponsabilité de certains membres de l'opposition »*. *« Alors que l'exécutif fait le maximum pour sauver des vies, des élus de l'opposition jouent avec les peurs et sont déjà dans une logique de préparer une commission d'enquête parlementaire pour régler des comptes. Sur le terrain, certains d'entre eux posent déjà des questions aux préfets dans l'espoir de mettre le gouvernement en contradiction demain... C'est une attitude dommageable et dangereuse en termes d'action publique car cela empêche l'action de ceux qui agissent »,* estime le patron des marcheurs.

« L'acceptation du confinement est immense, là-dessus il y a un consensus massif », rappelle Brice Teinturier.

Pour l'heure, en tout cas, cela ne fait pas bouger d'un iota le consentement au confinement, plébiscité par les Français. *« L'acceptation du confinement est immense, là-dessus il y a un consensus massif, rappelle Brice Teinturier. Ils demandent à ce qu'on fasse des contrôles. »*

Ces derniers jours, le gouvernement a semblé articuler des injonctions contradictoires, entre le mot d'ordre *« restez chez vous »* et la nécessité de ne pas stopper l'activité économique. *« Le confinement total n'est pas réaliste, il faut que les gens se nourrissent et qu'il y ait un appareil productif, relève un conseiller de l'exécutif. Mais les Français aiment les sujets binaires, pour pouvoir mieux les critiquer. »*

« Il peut y avoir des doutes, de l'inquiétude, alimentés par les oppositions et les complotistes de tout poil, qui instrumentalisent la crise pour affaiblir le gouvernement. Mais les Français en connaissent maintenant la gravité et ne tombent pas dans le piège », veut croire Pieyre-Alexandre Anglade, porte-parole du groupe LRM à l'Assemblée nationale.

Reste à maintenir de l'espoir dans cette crise promise pour durer. *« S'il veut garder le soutien de l'opinion, Emmanuel Macron ne pourra pas se contenter d'appeler à la mobilisation générale. Il faut aussi qu'il donne de l'espoir, qu'il montre le bout du tunnel, qu'il réintroduise de la joie de vivre »,* estime Gaspard Gantzer, ancien conseiller en communication de François Hollande, qui suggère par exemple d'*« annoncer dès maintenant que des soignants défileront sur les Champs-Élysées le 14 juillet »*. Où ils pourront crier : *« On l'a eu ! »*